

ciées, manufactures fermées, terres hypothéquées, ouvriers sans travail, peuple dans la misère et un trésor vide, voilà quelques-uns des fruits de la loi que l'on disait devoir être un bienfait et un avantage pour toutes les classes et toutes les sections du pays.

Et voici ce qu'a dit un autre membre au congrès, l'honorable Claude E Swanson :

Depuis trente ans et plus, sous le régime pernicieux de la protection, inauguré par le parti républicain, le gouvernement a injustement contrôlé la distribution des richesses. Depuis ces trente dernières années ce pays a vu augmenter sa richesse d'une façon merveilleuse. Elle était de \$16,000,000,000 en 1860, et aujourd'hui elle se chiffre par \$63,000,000,000, à peu près. Jamais dans l'histoire du pays le peuple n'a été plus sobre, plus énergique, plus persévérant et plus rude travailleur. Jamais son travail n'a produit de récoltes plus abondantes. Mais toute cette augmentation dans les richesses et dans la production n'a pas profité à la grande masse des travailleurs, mais à quelques favoris à qui le gouvernement a distribué ces richesses en vertu de ce tarif. Et cette distribution a été si injuste que l'on estime que toute la richesse de cette vaste contrée est aujourd'hui entre les mains de 40,000 individus. Sous le régime de ce tarif, des fortunes fabuleuses ont été édifiées avec une rapidité étonnante. Ce mode a créé des millionnaires dont les richesses excèdent celles de grands et importants États. Mais tout en donnant la fortune à quelques-uns il a procuré à un grand nombre l'indigence et la misère. Il a mis le cultivateur et l'ouvrier sur le chemin de la faillite et du désespoir. Il leur a enlevé leurs salaires pour enrichir le capitaliste et le manufacturier. Il a créé le millionnaire et le vagabond. Sous son régime néfaste l'industrie agricole du pays est virtuellement paralysée et ruinée. L'imagination ne peut pas concevoir, la raison ne peut pas calculer les sommes immenses que ce mode a enlevées au cultivateur et à l'ouvrier pour les donner au capitaliste et au manufacturier.

De ces faits découle toute une série de privations et de vols qui surpassent tout ce que l'on trouve dans l'histoire. Le grand Napoléon, dans sa carrière sanglante de victoires et de conquêtes, n'a jamais extorqué aux nations vaincus qui gisaient à ses pieds le cinquième de ce que le gouvernement, au moyen de cette loi républicaine, a extorqué à ses propres citoyens pour enrichir ses favoris. On peut lire dans ces faits l'histoire de la misère, de la gêne et du désespoir de la grande masse du peuple aujourd'hui. Le peuple gémit et souffre sous l'immense et lourd fardeau dont l'accable son propre gouvernement.

M. l'Orateur, ces paroles appliquées au Canada sont vraies, mais pas au même degré, et pourquoi ? Parce que le Canada n'a pas poussé la protection aussi loin que les États-Unis l'ont fait, et c'est ce qui l'a sauvé. L'honorable ministre a paru croire qu'il y avait une preuve concluante que les Américains n'étaient pas décidés à renoncer au principe pernicieux de la protection dans le fait que les salles du congrès étaient bondées de députations de manufacturiers desolés qui s'opposaient à la réduction des droits sur les articles dans lesquels ils étaient intéressés. Je dois avouer que si ce fait est une preuve que la protection ne devrait pas être abolie ni au Canada ni aux États-Unis, que nous devons perdre tout espoir de la voir disparaître, parce que les manufacturiers du Canada, ainsi qu'on l'a dit, avaient non seulement profité de l'occasion offerte par la tournée d'inspection faite par les ministres pour démontrer pourquoi le tarif ne devrait pas être réduit, mais qu'ils étaient venus ici en grand nombre pour empêcher le gouvernement d'exécuter l'intention qu'on lui supposait, et qu'il disait avoir, de soulager le pays en diminuant ces charges, je dois avouer, dis-je, que je me suis fort amusé en entendant l'honorable premier ministre parler d'une entrevue qu'il disait avoir eu lieu entre quelques-uns de ces manufacturiers rapaces et l'honorable député d'Oxford-sud, dans le cours de laquelle ce dernier leur avait dit d'aller au diable.

Je dois dire que ces manufacturiers paraissent avoir eu une grande confiance en l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) ; car, s'il faut en croire les discours prononcés dans le pays par l'honorable député de Simcoe-nord (M. McCarthy), ils paraissent avoir suivi le conseil donné et avoir été chez le père de tous les maux, représenté par l'homme d'Etat que je vois en face de moi, alors en quête d'entreprises, et ils paraissent en avoir reçu les consolations que l'honorable député d'Oxford-sud avait refusé de leur donner.

Maintenant, on a parlé, dans le cours de ce débat des voyages que certains ministres ont faits, et ces ministres semblent avoir pris la position suivante sur cette question : " Nous n'avons pas d'opinions arrêtées ; à une certaine époque nous étions libre-échangistes, nous avons adopté—ainsi que nous l'a dit l'honorable député de Simcoe-nord, alors un de leurs partisans et qui connaissait aussi bien qu'eux les motifs qui les faisaient agir—nous avons adopté la protection, parce qu'elle pouvait nous redonner le pouvoir, et non parce que nous avions foi en son principe ; et aujourd'hui nous sommes assez libéraux sur cette question ; si c'était nécessaire pour notre salut, nous adopterions de nouveau la doctrine du libre-échange et nous serions prêts à accorder au peuple le soulagement qu'il nous demande ; à condition que nous obtiendrions le résultat qui nous intéresse le plus, celui de rester au pouvoir. Et dans cette intention aux fins de bien examiner l'état des affaires, le gouvernement a envoyé quelques-uns de ses membres visiter le pays ; et ma petite province n'a pas même été oubliée, et nous avons reçu la visite, visite bien agréable, de l'honorable ministre des Finances et de l'honorable ministre de l'Agriculture.

On a déjà cité le fait que le ministre de l'Agriculture (M. Angers) et son collègue, le ministre des Finances, sont en état, par la connaissance profonde qu'ils ont de la science agricole, de donner aux cultivateurs du Nord-Ouest, qui, comparativement, ne sont pas aussi versés qu'eux dans cette science, des conseils précieux relativement à la manière dont ils peuvent surmonter les difficultés qui les accablent. L'honorable premier ministre paraît différer d'opinion avec son collègue, parce qu'il nous dit que ces difficultés n'existent point, mais que le peuple du Canada est prospère et satisfait. Toutefois, ses collègues semblent avoir trouvé une preuve en contradiction avec cette prétention, en arrivant dans notre province, et le ministre de l'Agriculture recommande à nos cultivateurs la culture mêlée comme moyen de faire disparaître ces difficultés. Il paraît être si heureux d'avoir trouvé ce remède en étudiant l'agriculture dans la bibliothèque de ce parlement, que, lorsqu'il arrive dans la Colombie-Anglaise et qu'il adresse la parole dans une assemblée composée de mineurs, il s'écrie : Il n'y a pas à douter que vous êtes dans la gêne, que les temps sont durs, mais si vous voulez améliorer votre condition, je vous conseille, non pas de demander au gouvernement de réduire le tarif, mais de vous livrer à la culture mêlée. Ce conseil donné aux mineurs de la Colombie-Anglaise a dû être pour eux un remède aussi acceptable qu'il l'a été pour nos cultivateurs.

J'ajoutai que le peuple du Manitoba n'a que faire des conseils du ministre de l'Agriculture ou de qui que ce soit pour lui apprendre à développer son pays. L'honorable préopinant a dit que ce que le peuple du Canada demande et ce dont il a besoin—